



HAL
open science

[Compte rendu de lecture] Emmanuel Naquet, “ Pour l’Humanité. La Ligue des droits de l’homme de l’affaire Dreyfus à la défaite de 1940 ”, préface de Pierre Joxe, postface de Serge Berstein (Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. “ Histoire ”, 2014, 684 p.)

Dominique Bouchery

► To cite this version:

Dominique Bouchery. [Compte rendu de lecture] Emmanuel Naquet, “ Pour l’Humanité. La Ligue des droits de l’homme de l’affaire Dreyfus à la défaite de 1940 ”, préface de Pierre Joxe, postface de Serge Berstein (Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. “ Histoire ”, 2014, 684 p.). Matériaux pour l’histoire de notre temps, 2017, 125-126, pp.95-97. 10.3917/mate.125.0095 . hal-03751584

HAL Id: hal-03751584

<https://hal.science/hal-03751584>

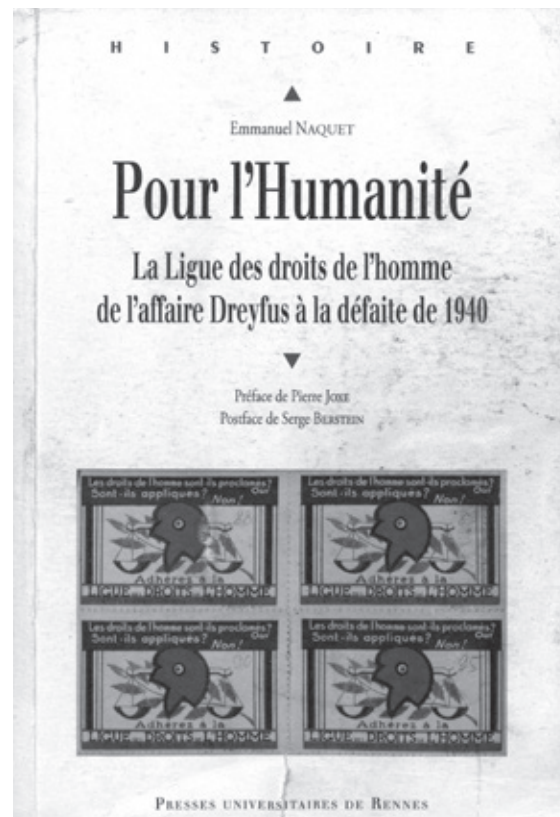
Submitted on 30 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DOMINIQUE BOUCHERY, BDIC

Emmanuel Naquet
Pour l'Humanité. La Ligue des droits de l'homme
de l'affaire Dreyfus à la défaite de 1940,
 préface de Pierre JOXE, postface de Serge BERSTEIN,
 Rennes, Presses universitaires de Rennes,
 coll. « Histoire », 2014, 684 p.



La Ligue des droits de l'homme (LDH) fête les 120 ans de sa création en 2018. A cette occasion la BDIC organise un grand colloque international intitulé *La Ligue des droits de l'homme depuis la Seconde Guerre mondiale : penser et agir pour les droits de l'homme*. Cet événement marquera également un moment important dans le compagnonnage entre la Ligue et la BDIC, officiellement commencé au début des années 2000¹. Avec la version abrégée et éditorialisée de sa thèse, Emmanuel Naquet, professeur d'histoire en CPGE à Douai et chercheur au Centre d'histoire de Sciences Po, se penche sur la « première » histoire de la Ligue. Celle-ci court depuis sa fondation en 1898, en pleine affaire Dreyfus, jusqu'à sa « disparition » temporaire mais tragique en 1940, avec la spoliation de ses archives par les autorités nazies nouvellement en place à Paris. Ces archives, qui sont donc conservées depuis leur retour de Moscou à la BDIC (le don date de juin 2000) ont constitué un gisement de choix pour ce travail de recherche, mais non le seul. En effet l'auteur peut justifier d'une imposante liste de sources puisant dans les archives publiques

(Archives nationales et départementales, Service historique de la défense, BnF pour ne citer que les principales) et les archives privées, en passant par une importante bibliographie de sources imprimées et de littérature secondaire.

C'est que la LDH a pu représenter à une certaine époque une organisation de masse, « un monument constitutif de la République » pour reprendre le mot de Blum. Elle a compté jusqu'à 2 400 sections à son acmé en 1932, totalisant 180 000 membres, et irriguant tout le territoire métropolitain et au-delà. Cette association a, dès ses débuts, connu une histoire complexe et émaillée de grands débats et tiraillements. De façon quasi synchronique, elle semble suivre les oscillations ou grandes crises du régime républicain institué en 1870. Se réclamant des Déclarations des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et 1793, la LDH naît ainsi avec la crise paroxystique de l'« Affaire ». Ce moment fondateur est aussi celui d'une mobilisation des clercs, avec les figures tutélaires du Dreyfusisme que sont entre autres Bernard Lazare, Auguste Scheurer-Kestner ou encore Emile Zola. Il faut dire qu'il y a alors urgence car, si Emmanuel Naquet nous apprend qu'à la fin de décembre 1899, soit moins de deux ans après l'Assemblée générale fondatrice du 4 juin 1898,

- la Ligue peut déjà compter sur ses 24 000 adhérents et 105 sections, ce chiffre est à mettre en balance avec celui des adhérents de la Ligue de la patrie française (LPF), antidreyfusarde : cette dernière s'enorgueillit de compter 21 000 adhérents après seulement six semaines d'existence².

Cette première histoire globale de la Ligue permet d'appréhender les évolutions et inflexions de l'association sur le temps long de la Troisième république en même temps qu'elle rend compte de ses difficultés à s'insérer dans le champ politique. Cette question apparaît en effet de façon récurrente dans l'étude d'Emmanuel Naquet : notamment, comment la Ligue concilie-t-elle le fait qu'une grande partie de ses affiliés, en particulier si l'on considère les membres du Comité central, est issue de partis politiques, voire de ministères, avec la nécessaire indépendance de son action et de ses prises de position ? Cette problématique du rapport avec les sphères de pouvoir est illustrée de façon exemplaire au moment des affaires Caillaux (1914), Malvy (1918), plus tard avec le « cas Painlevé » (1925). Au-delà de cette question, c'est le problème de l'équilibre entre les différents courants républicains, nombreux à cette époque de fourmillement politique intense, qui se pose. Au début de son ouvrage l'auteur émet l'hypothèse que la LDH offre une sorte de « synthèse de la culture républicaine liée au modèle républicain qui se forge alors », une sorte de « syncrétisme républicain » écrit-il encore. De fait les présidences successives entre 1898 et 1940 marquent une série de virages qui épousent bon an mal an les évolutions de la vie politique française.

Commencée sous la présidence du républicain modéré Ludovic Trarieux (1898 – 1903), l'aventure de la Ligue se poursuit avec le socialiste de tendance jaurésienne Francis de Pressensé (1903 – 1914). Le radical « ferryste » Ferdinand Buisson, surtout connu pour son combat en faveur de l'enseignement laïque, est président de la Ligue pendant la période cruciale de la Grande Guerre, à partir de 1914 et jusqu'en 1926. A cette occasion la Ligue est traversée par de nombreux soubresauts, mais reste sur une ligne majoritaire de « patriotisme défensif ». Elle dénonce les atrocités dès le 9 novembre 1914, organise une manifestation en l'honneur d'Edith Cavell, mais ne cache pas sa déception au moment des traités de paix de 1920. Cet immédiat après-guerre marque un moment important d'internationalisation de l'entreprise, avec la fondation de la FIDH (1922) et une participation au remarquable effort, pour l'époque, de rapprochement franco-allemand (le *Bund Neues Vaterland/ Deutsche Liga für Menschenrechte* a été fondé en 1914). Un élément particulièrement intéressant à signaler du point de vue de la BDIC/ BMG est par ailleurs le fait que la LDH crée alors une commission des origines de la guerre dont les travaux, nous dit E. Naquet « ne sont malheureusement pas parvenus jusqu'à nous³ ».

Les années de l'entre-deux guerres illustrent sans doute le moment où le problème du rapport au politique est le plus aigu (le chapitre V du livre est titré « *Les ambivalences de la LDH dans l'entre-deux-guerres*⁴ »). Dans le même temps cette époque est caractérisée, à partir de 1926, par le dynamisme et la modernisation de la propagande, de la « communication » serait-on tenté d'ajouter au risque de paraître anachronique. Ainsi des réflexions et incursions novatrices, pas toujours abouties, sont menées dans le domaine du cinéma, de la TSF ou encore de l'émission de timbres dont on peut voir la reproduction en couverture de l'ouvrage. On apprend en outre que des postes de « délégués permanents à la propagande sont créés » et qu'une réflexion sur la stratégie de publication est menée⁵. Cette période est concomitante de l'arrivée à la présidence de Victor Basch (1926 – 1944), présenté comme un « aiguillon » et le fils spirituel de Francis de Pressensé. Les années 1930 initient cependant un mouvement de reflux de l'organisation, dépassée par la montée des totalitarismes et quelque peu empêtrée dans les débats où s'opposent pacifistes et antifascistes. Les événements de février 1934 occasionnent un sursaut entraînant, fin 1935, l'appel de Victor Basch « Au pays républicain ». L'année 1936 est celle d'une embellie tout relative, car la LDH est prise dans les contradictions inhérentes au Front populaire. De façon générale, E. Naquet note avec justesse ce qui peut paraître une évidence, à savoir que le succès des actions entreprises par la Ligue est hautement tributaire de la bonne volonté des administrations et gouvernants du moment⁶. Les derniers mois de l'association, chaotiques, se passent sous le signe du repli et de l'urgence jusqu'à la dissolution du printemps 1940.

Ce qui reste frappant, c'est la variété des domaines dans lesquels la Ligue inscrit son action : police des mœurs avec la prostitution, justice militaire avec la condamnation des Conseils de guerre, syndicalisation et droit de grève, laïcité, droit de vote des femmes, fait colonial avec la question de l'indigénat, etc. C'est aussi la modernité de ses modes d'action, qui passent, comme on l'a vu essentiellement par l'écrit et permettent tout à la fois de « mobiliser », mais aussi de rendre compte des débats démocratiques internes à l'organisation (notamment grâce aux *Bulletins officiels de la LDH* ainsi qu'aux *Bulletins et Cahiers des droits de l'homme* dont E. Naquet utilisent savamment les potentialités documentaires). Cette analyse permet enfin de voir de quelle façon la LDH a été pendant cette période à la fois réceptacle et animatrice de la réflexion sur les droits de l'homme, contribuant à en élargir la définition tout en insérant ceux-ci dans la réalité concrète, en particulier par le biais de son très actif service de conseil juridique.

L'entrée du fonds historique de la LDH à la BDIC, il y a maintenant près d'une vingtaine d'années, s'est avérée des plus fécondes tant les deux institutions pouvaient justifier, dans leur histoire parallèle, de points d'accroche.

Les perspectives de recherche qui s'ouvrent aujourd'hui sur le fonds de la période d'après-Seconde Guerre témoignent de la prolongation de cette histoire commune. L'un des grands mérites du livre d'Emmanuel Naquet est de nous permettre d'avoir une vision détaillée et contrastée sur les fondations de cette association, qui aspire toujours, selon le mot de Victor Basch, à « inscrire dans la loi la totalité de la justice ». ■

Notes

1. Sonia Combe (Dir.), Grégory Cingal (Dir.), *Retour de Moscou, Les archives de la Ligue des Droits de l'homme, 1898-1940*, Paris, La Découverte-BDIC.
2. *Pour l'Humanité*, p. 105
3. *Ibidem*, p. 313
4. *Ibidem*, p. 339
5. « [...] les affiches, jugées coûteuses et non lues, sont délaissées au profit des tracts et brochures qui affirment et démontrent », *ib.* p. 418. Par ailleurs, après 1934, c'est à un véritable bouleversement de la propagande qu'il convient de s'atteler, avec entre autres la création d'un « office de documentation » cf. p. 537.
6. *Ibidem*, p. 372.